



Assemblée générale

Distr. générale
9 septembre 2013
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingt-quatrième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, Gulnara Shahinian

Rapport thématique sur les difficultés rencontrées et les enseignements tirés dans la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

Rectificatif

Paragraphe 48

Remplacer le paragraphe par le texte suivant:

48. Plusieurs pays ont également mis en place des protections particulières pour les travailleurs migrants, dont beaucoup sont extrêmement vulnérables aux formes contemporaines d'esclavage. En 2011, la République tchèque a procédé à plusieurs modifications de la loi pour améliorer la protection des migrants et rendre ceux-ci moins vulnérables à l'exploitation. La loi relative au séjour des étrangers a été modifiée afin que les employeurs soient tenus de couvrir les frais de rapatriement des étrangers quittant le pays avant l'expiration de leur permis de travail. Aux Émirats arabes unis, la résolution ministérielle n° 1186 de 2010 permet au travailleur migrant de passer d'un employeur à l'autre à l'expiration de son contrat. En 2007, au Mexique, l'Institut national des migrations a amélioré la protection dans l'emploi des travailleurs migrants agricoles afin de régulariser leur situation et de réduire les abus dont ils peuvent être victimes.